

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

SAM. 2, DIM. 3 ET LUN. 4 FEVRIER 1980 — No 22 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

PLOGOFF RESISTANCE UNANIME

• Contre le projet de centrale nucléaire que le pouvoir veut imposer par la force • contre l'occupation policière de la région

Dimanche, grande marche sur le site

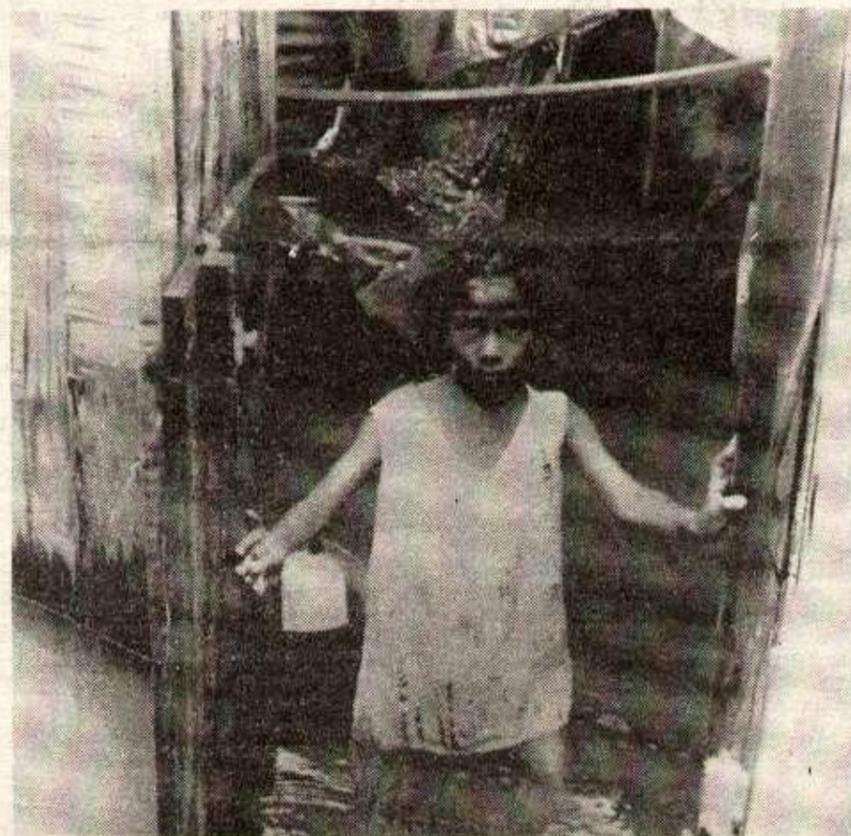
Lire en page 7 le reportage de nos envoyés spéciaux

Guatemala

Des dizaines de morts dans l'ambassade attaquée par l'armée

Près de 40 personnes brûlées vives, tel est le bilan — provisoire — de l'incendie qui a ravagé l'ambassade d'Espagne à Guatemala-City, dans la nuit du jeudi 31 janvier au vendredi 1er février. La veille, des paysans sans terre avaient occupé cette ambassade, «pour faire connaître au peuple espagnol le sort qui est le leur». Sans en référer au gouvernement espagnol, sans chercher à négocier, l'armée guatémaltèque a donné l'assaut, provoquant l'incendie et des dizaines de morts, parmi lesquels plusieurs diplomates. Vendredi, le gouvernement de Madrid envisageait de rompre ses relations diplomatiques avec le Guatemala, une des plus sanguinaires dictatures d'Amérique centrale. Le gouvernement du Guatemala avait soutenu jusqu'au bout Somoza.

Réunion : la nature n'est pas seule en cause



Les événements de Gafsa et les risques d'intervention française

Le ministère français de la Défense a démenti l'information selon laquelle trois bâtiments de guerre français auraient été envoyés dans le golfe de Gabès, situé à 150

kilomètres au Sud-Est de Gafsa. Selon certaines sources, l'envoi «impromptu» de navires de guerre français en Méditerranée orientale, serait lié au renforcement en cours de la flotte de guerre soviétique, dans cette zone. L'AFP, quant à elle, dans une dépêche, estime que ceci n'exclue pas un lien avec les événements de Gafsa.

«Il est indispensable de reconstruire un tel habitat» déclare le ministre des Colonies, Dijoud.

C'est bien tard pour s'apercevoir de la misère dont l'impérialisme français est la cause première.

Trop tard en tout cas pour les 21 morts emportés par les flots de boue qui envahirent les bidonvilles de La Réunion.

Trop tard aussi sans doute pour les quatre disparus. Car, à l'heure des comptes, c'est bien la misère et le sous-équipement qui apparaissent comme ayant entraîné les ravages meurtriers du cyclone Hyacinthe.

Malheureusement, tout danger est loin d'être écarté, car après les torrents d'eau, c'est l'épidémie qui rôde. Choléra, paludisme, voilà ce qui menace aujourd'hui cette petite fille rescapée du cyclone.

Ce qui n'est pas démenti, c'est la mise en état d'alerte en France, d'unités de la 11e division parachutiste. Et, ce qui est acquis c'est l'envoi d'avions de transport Transall et d'hélicoptères de combat Puma à Tunis. Bien qu'il n'existe pas de traité de défense entre la France et la Tunisie, il existe des accords de coopération militaire entre les deux Etats, et l'ambassadeur tunisien à Paris, interrogé, n'excluait pas à priori une intervention militaire de la France.

Toutefois, plusieurs éléments sont susceptibles de faire hésiter l'impérialisme français. Selon que l'intervention lybienne en Tunisie est un fait acquis ou non, et selon son importance, si elle est effective, les autorités françaises peuvent adopter une attitude différente. Et puis, surtout une intervention dans cette partie du Nord de l'Afrique ne pourrait que susciter l'hostilité des pays arabes avec lesquels les gouvernants français ne veulent pas voir les relations se détériorer.

Courrières 1906

« Les gueules noires » assassinées

10 mars 1906, 6 heures 30 : «une secousse ébranle la région... Déjà la population des corons, réveillée en sursaut, accourt aux nouvelles».

Les premiers rescapés donnent une vision hallucinante du fond du puits : «un champ de bataille... un véritable charnier».

Les premiers secours sont le fait d'initiatives individuelles de mineurs. Certains de ces courageux sauveteurs ne remonteront jamais.

Les ingénieurs de la compagnie sont remplacés, pour l'organisation des secours, par des ingénieurs de l'Etat. Ceux-ci ne connaissent pas la mine : on piétine. «On se garde de consulter les porions et les délégués mineurs... C'est comme si on avait quelque chose à cacher !»

L'idée germe alors «qu'il ne s'agit que de sauver la mine et qu'il n'y a plus chez les ingénieurs aucune préoccupation de sauvetage des mineurs survivants».

Cette idée deviendra quasi certitude lorsque les puits seront bouchés, les techniciens fermant ainsi définitivement le passage aux éventuels survivants !

Et lorsque les sauveteurs découvriront des cadavres dans les boyaux où, la veille, il n'y avait personne, ils auront la confirmation que tous leurs camarades ne furent pas tués sur le coup, que beaucoup cherchèrent vainement une issue, et que les ingénieurs se sont plus souciés de sauver la mine que les mineurs. «Evidemment la commission d'enquête et la justice laveront de tous soupçons de ce genre les ingénieurs qui ont conduit le sauvetage».

Les techniciens affirment qu'il ne peut y avoir de survivants : les explosions successives, les



incendies, les gaz... Pourtant, vingt jours après la première secousse, treize hommes, ivres d'horreur, sortent seuls de cette «séquestration infernale !»

Bilan officiel de la «catastrophe» : 1 101 morts ou disparus !

Les secours financiers arrivent en grand nombre. De l'étranger même. Mais la bourgeoisie ne perd pas la tête :

«Afin que les familles ne soient pas «enivrées» par l'importance des sommes qu'on leur alloue et n'aillent pas les dépenser sans «discernement», les «bons bourgeois» du Comité Départemental (*) imaginent le systé-

me suivant... (ils distribuent au compte-gouttes les secours et conservent la plus grande partie de l'argent) le solde... sera placé sur des livrets de Caisse d'épargne... Ainsi une somme considérable ira vivifier les circuits de l'économie capitaliste via les Caisses d'épargne, qui prêtent de l'argent aux industriels... On ne craint pas de spéculer sur la détresse et la solidarité ouvrière !»

(*) Comité chargé de la distribution des secours aux familles des sinistrés, et composé du préfet, des maires, des conseillers généraux et d'arrondissement, du directeur et de l'ingénieur en chef de la concession de Courrières, etc... !

La révolte gronde chez les mineurs le jour des obsèques. En haut lieu, on pare au plus pressé : il faut à tout prix éviter une nouvelle explosion, plus redoutable celle-là : la colère des «gueules noires». On monte des «obsèques officielles».

Malgré tant de précautions, devant le cri qui fuse de la foule : «Assassins !», la compagnie rentre ses discours, sort la gendarmerie.

La grève éclate. De jour en jour, elle s'étend aux bassins alentour ; le nombre des grévistes grossit. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Georges Clémenceau, vient tenir un discours ambigu et menaçant. Les troupes débarquent. La grève est générale. La tension monte, les affrontements deviennent de plus en plus violents, quasi quotidiens.

«En avril... l'agitation sociale n'est plus limitée aux houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Dans le bassin d'Auzin, la grève est générale chez les métallurgistes... Le mouvement a gagné les verrières, chocolateries, faïenceries, etc... du bassin du Nord... Après un référendum, les mineurs de Saint-Eloi (Loire) se sont mis également en grève ; celle-ci s'étend bientôt à toutes les mines du Centre... à Alès des ouvriers se couchent en travers des routes qui mènent aux puits pour en interdire l'accès».

La bourgeoisie, effrayée, sort son stock d'engins dissuasifs : on dénombre 26 000 soldats sur le carreau des mines, «soit un peu plus d'un pour deux grévistes» ; «le flagrant délit pour fait de grève est institué», suivi de nombreux arrestations, jugements et condamnations de mineurs.

Et puis c'est la crise. La rupture est consommée entre «le vieux syndicat socialiste» qui appelle à «se garder des demandes impossibles» et la Fédération CGT, accusée par le premier d'engendrer des «professionnels de l'anarchie».

La grève tombe. «Les grévistes... sont rentrés dans les puits la tête basse... C'est le triomphe des compagnies sur la faim des «gueules noires».

Un ouvrage à commander d'urgence aux éditions Floréal, malgré, peut-être une conclusion trop succincte sur la fin de cette grève magistrale.

(S. RANNOUX)

COURRIÈRES - 1906
CRIME OU CATASTROPHE ?
(157 pages)
Ed. Floréal
32 rue Chartraine
27 000 EVREUX

Point de vue d'une lectrice L'appel de Garaudy

«L'appel aux vivants», le dernier livre de Roger Garaudy est un succès de librairie. C'est un livre qui pose des questions sur la crise en Occident, et qui apporte parfois des réponses que nous sommes loin de partager.

Une lectrice nous en a envoyé le compte-rendu suivant.

Dans son livre, Garaudy s'adresse «aux vivants», à ceux qui voient les forces qui nous menacent et veulent se défendre.

L'heure est grave. Notre modèle de croissance aveugle, dilapide les richesses de la terre à une allure vertigineuse et ne craint pas d'affamer le tiers-monde, pour asseoir une démagogie dégradante dans l'Occident, au bord du gouffre.

Les problèmes se résolvent toujours dans le sens des intérêts des grands trusts, et au jour le jour. Le pétrole fait-il défaut ? Qu'à cela ne tienne on se lance dans le nucléaire.

Or, «choisir le nucléaire c'est assassiner nos petits-en-

fants». Car un accident est inévitable.

«Choisir le nucléaire, c'est préparer le goulag», parce que pour éviter les accidents (vol de plutonium, sabotage, infidélité du personnel...) il faut installer un réseau de sécurité qui conduira fatalement à un «électro-fascisme». «Notre civilisation est dans l'impasse», il est temps de vivre autrement, d'établir de nouveaux rapports avec la nature, d'aller chercher l'énergie là où elle est inépuisable, de s'arrêter de créer des besoins artificiels, de gaspiller, et du même coup consentir à voir mourir chaque année 50 millions d'êtres humains dans le tiers-monde.

Comment en est-on arrivé là ? Pour la course au profit, bien sûr, d'un capitalisme anthropophage, mais aussi par une vision faussée du monde. Depuis Sadi Carnot, puis Einstein, nous savons que toute transformation comporte un déficit, que tout est dominé par la loi irréversible de dégradation et l'économie politique n'échappe pas à cette loi. Nous pensions le progrès sans fin, les ressources

énergétiques inépuisables, et c'était une erreur.

Il est donc clair que nous ne pouvons pas conserver cette vitesse de croissance sous peine de mort de l'espèce. Qui nous sauvera ?

D'après Roger Garaudy, ni les partis politiques, ni les sciences et les techniques, ni les églises. On eut un espoir en mai 1968. Dix millions de grévistes et diverses couches sociales mirent en cause le modèle de croissance et le modèle de révolution. Ce mouvement ne fut pas compris. Et, le PCF qui aurait dû jouer son rôle d'avant-garde «c'est-à-dire apprendre aux masses à penser clairement, ce qu'elles avaient inventé confusément, rejeta en bloc tout ce qui était en train d'émerger du mouvement». De ce jour le PCF est tombé en dehors de l'histoire pour avoir méprisé «l'initiative historique des masses», ce que «Marx appréciait par dessus tout, nous dit Lénine».

Est-ce la peine de parler de l'après 1968, de la récupération de la force qui avait émergé des mouvements ouvrier et

étudiant. Nous savons tout cela, mais les précisions et les commentaires de Roger Garaudy méritent qu'on les lise.

Faut-il perdre espoir quand on sait que «tous les partis et le parlement s'inclinent devant ce contre-pouvoir réel des groupes de pression du nucléaire à l'automobile...» ?

Non ! Les germes de l'avenir se trouvent dans les petits groupes qui se concentrent en dehors des institutions officielles et qu'il serait trop long d'énumérer ici.

Enfin, avant d'en venir à «son projet politique concret» que, pour ma part, je trouve à la fois bien mince dans ses moyens, et bien ambitieux dans son but, qui n'est rien moins qu'un changement radical de nos mentalités. Il prend recul de 5 000 ans d'histoire et dialogue avec les vieilles civilisations du globe, ce qui l'amène ce faisant à parler de la Chine et de son socialisme. Je le cite : «Le modèle de comportement qui se dégage du style de la construction du socialisme, dans la Chine dont Mao a dirigé la politique pendant un demi-

siècle, est la négation même de la société de croissance de type occidental. Sans renoncer à aucun moment au développement industriel et à l'accroissement de la consommation, Mao n'attendit pas l'échec de ce qu'on appelait pompeusement dans les organisations internationales dominées par les pays occidentaux, la décennie du développement (1969-1970) pour comprendre que la croissance, telle qu'elle était conçue par les pays dominants ne pouvait ni résoudre les problèmes de l'inégalité, ni résoudre les problèmes de l'emploi, mais au contraire désorganiser la vie agricole, augmenter le chômage...»

Pour Roger Garaudy, la réussite de la Chine dans le socialisme (sans rupture avec son propre passé comme aime à le dire l'Occident en ce moment) est due à la synthèse heureuse du confucianisme, du taoïsme et du marxisme.

C'est pourquoi, il nous convie nous les peuples d'Occident à retrouver nos racines pour inventer l'avenir.

H.P. (Saint-Brès-Hérault)

Toulouse : nouvelle agression raciste

Le 24 janvier 1980, vers 22 h 30, un stagiaire mauritanien a été victime d'une agression raciste alors qu'il rentrait chez lui. Un groupe de trois personnes, soutenu par une quinzaine d'autres, l'ont provoqué à trois reprises par des injures du genre « doudou, sale nègre, etc. ». Mais, tenant à éviter les bagarres, il est retourné au foyer où il avait passé la soirée, et cela trois fois de suite, pour demander la protection des animateurs de ce foyer. C'est la quatrième fois que ceux-ci ont voulu l'aider à regagner son domicile en l'accompagnant, mais, menacé par le groupe raciste, ils durent se retirer. C'est alors que les individus racistes ont lâchement roué de coups l'étudiant mauritanien, ce qui a entraîné « un traumatisme crânien avec perte de connaissance, une

contusion thoracique, un traumatisme maxillaire avec plaie des deux lèvres, une fracture de la première incisive qui a nécessité une extraction ». Quelques temps après, la police est intervenue et a essayé de justifier les blessures par le fait qu'il serait tombé sur une pierre, minimisant ainsi l'agression. Suite à l'insistance de la victime, et sous la pression d'autres étudiants étrangers, la police finit par accepter de rentrer dans le bar-restaaurant « Le bouffon » où s'étaient réfugiés les agresseurs. La victime a pu identifier un de ses agresseurs, qui n'a même pas nié son forfait. Conduit au poste de police avec son agresseur (très à l'aise avec les policiers), la victime a subi des intimidations du genre : « Rentres dormir chez toi, si tu es

hospitalisé, tu ne pourras pas préparer tes examens, par conséquent tu ne pourras plus rester en France ». Abandonné à son sort, c'est par ses propres moyens que l'agressé a dû se rendre à l'hôpital. Ces informations nous ont été communiquées par les stagiaires et étudiants mauritaniens de Toulouse. Cette agression n'est pas un cas isolé à Toulouse, et en France en général. On se souvient de plusieurs cas où des travailleurs ou des étudiants étrangers ont été victimes d'attentats racistes, à Toulouse : — le Sénégalais Ibouyanga écrasé par une voiture devant la grande poste et dont l'assassin se glorifiait d'avoir tué un nègre, — le Français Ali Abdou, d'origine algérienne, torturé dans le « Bar des arènes ». D'autres exemples seraient à citer.

Après Angers, la faculté de Nantes en grève contre les lois Bonnet

Après Angers, c'est la faculté de Nantes qui est en grève totale. Succédant à un mouvement de grève du département de sociologie de l'UER - Lettres, la semaine dernière contre les effets de la restructuration des universités, et à une mobilisation des étudiants - surveillants contre les attaques dont ils sont l'objet, le mouvement s'est brusquement étendu mardi matin, avec l'annonce de l'expulsion de 9 étudiants étrangers. Une Assemblée générale interfacs, décidait alors la grève générale, et une information était faite dans l'ensemble des secteurs, ou sur les lieux d'examen. L'application des mesures Bonnet a donc été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mercredi, un millier d'étudiants se sont rendus en manifestation à la préfecture de Nantes. De ce côté, on s'est dépêché de faire savoir que « dans l'immédiat aucune expulsion ne serait effectuée », mais les avis d'expulsions sont toujours mainte-

nus, et les 9 étudiants étrangers, n'ont reçu aucune garantie pour l'attestation des cartes de séjour pour l'année 1980.

Le mouvement, qui s'est renforcé dans la journée de jeudi, a voté le prolongement de la grève au moins jusqu'à mardi prochain.

De son côté, le SNESUP s'est associé au mouvement tant en solidarité avec les étudiants étrangers, qu'à cause de revendications communes sur l'avenir de l'université, les attaques répétées au statut des maîtres-auxiliaires, et l'incertitude qui pèse sur le renouvellement des postes. L'Assemblée des étudiants s'est fixée trois objectifs précis :

Obtenir le renouvellement de l'ensemble des cartes de séjour des étudiants étrangers à Nantes, mais aussi de se battre avec les étudiants salariés surveillants d'externat ou d'externat, qui voient avec le projet Beullac l'accession à la profession se fermer, et par là-même, les

possibilités de payer les études supprimées, et enfin, de se battre à la fois contre les projets de privatisation à l'université et contre les attaques d'Alice Saunier-Seïté en direction des maîtres assistants. Il faut noter à cette étape du mouvement, la forte combativité des étudiants et leur volonté de démocratie. Au moment d'élire jeudi leur Comité de grève, de nombreux étudiants ont rappelés que « cette fois, il n'est pas question que la lutte soit dévoyée, manipulée, comme cela a été le cas par le passé ». C'est l'A.G. elle-même qui a entrepris de discuter des formes de lutte à adopter. Si une manifestation est de toute façon programmée pour la semaine prochaine, les étudiants nantais entendent, comme à Angers, développer des formes de lutte qui soient efficaces, et qui unissent largement la population à leur action.

Corresp. NANTES

Corse : « Riolacci=Foccart »

« Riolacci (ex-préfet de Corse et actuellement conseiller politique de Giscard à l'Elysée NDLR) est à la Corse ce que Foccart fut longtemps pour l'Afrique noire ; mêmes moyens, mêmes méthodes, mêmes fins ».

Ce n'est pas un leader autonomiste Corse qui s'exprime en ces termes, mais Michel Pierucci, maire de Corte et « premier giscardien

de Corse », brevet qui lui fut décerné par le président de la République lui-même, lors de sa visite dans l'île.

Le ministre de l'Intérieur Christian Bonnet renouait récemment avec la finesse d'analyse de son prédécesseur Marcellin, en déclarant que les récentes manifestations en Corse « ne sont sans doute pas exemptes de téléguidage extérieur » comme

l'autre voyait dans les événements de mai 1968 la manifestation « d'un vaste complot international ».

En fait de téléguidage, le maire de Corte semble penser qu'il existe bel et bien, mais pas où le voit le ministre. Ce serait plutôt en effet le téléguidage des barbouzes terroristes depuis l'Elysée.

informations générales

« Avec ces stages éducatifs en entreprise en concertation avec les milieux professionnels, une de mes grandes ambitions est d'ouvrir l'école sur la vie », déclarait Beullac en juillet dernier. Concrètement, dès cette année, 30 000 élèves de LEP (Lycée d'enseignement professionnel) doivent effectuer des stages en entreprise.

Fin novembre, ceux du Havre entraient en lutte. Et depuis quelques semaines, à Dunkerque, Grenoble, dans la région parisienne, le refus de ces stages s'est amplifié. Parce que les jeunes des LEP ne sont « pas pressés d'aller faire 40 heures en usine, avec la pointeuse et les cadences ». Mais aussi parce qu'ils voient là une main mise renforcée du patronat sur l'école, parce que ces stages ne sont pas payés, parce qu'ils ne sont pas forcement en rapport avec la formation des jeunes, parce qu'ils ne veulent pas prendre la place des chômeurs.

Aujourd'hui, nous faisons rapidement le point sur la mobilisation et l'état du débat parmi les lycéens des LEP en région parisienne.

La manifestation de mardi avait vu une mobilisation importante des élèves de LEP, entre 3 et 4 000 venus de banlieue où de nombreux LEP sont déjà en grève, mais aussi des LEP de Paris où les élèves avaient débrayé pour la manif.

Beaucoup de jeunes élèves, première année de CAP, étaient là, c'était souvent leur première manifestation. On a pu s'étonner d'y voir un certain nombre de personnes nettement plus âgées, (s'agirait-il de vieux redoublants ?), concentrées autour de la voiture sono de ce qui s'intitule le « Comité central de grève » ou dans le service d'ordre. On a pu s'étonner, à la fin de la manifestation, nous qui visiblement n'étions guère plus de 4 000, d'apprendre qu'en réalité nous venions de participer à une « gigantesque » manif de 20 000, voire plusieurs dizaines de milliers... Si c'est le « comité central de grève » qui le dit... On a pu s'étonner enfin d'être sollicités au moment de la dissolution par deux voitures sono concurrentes, toutes deux appelant à se rassembler à 15 h le lendemain, mais l'une à

Jussieu, l'autre à République. Il fallait donc se dédoubler pour la journée du lendemain ?

Mercredi, à République, il y avait vraiment peu de monde. Trois cents tout au plus, essentiellement des lycéens et des étudiants. Par contre à Jussieu, de très nombreux gars des LEP s'étaient retrouvés. On a tout d'abord assisté à une empoignade qui s'est soldée par le départ du « Comité central de grève » vers une destination qui semblait être le siège d'une organisation politique, départ qui n'a guère entamé les rangs des élèves de LEP. L'AG se poursuivait donc, les différents LEP faisant le point sur l'état de la mobilisation dans chaque établissement.

Puis, il était proposé de mettre en place un Collectif provisoire de coordination, réunissant les élèves délégués par leur établissement. Une soixantaine de LEP étaient représentés. Dès sa désignation, le Collectif se réunissait pour discuter de la suite à donner au mouvement.

Cette réunion du Collectif, pour la première fois depuis longtemps sur Paris, n'a pas

Stages en entreprise : les élèves des LEP disent non !

Paris : débat sur les perspectives du mouvement

été le théâtre d'affrontements stériles entre militants s'acharnant à imposer leur jour, et heure respectifs de manifestation, mais au contraire le lieu d'un débat particulièrement riche sur les questions réelles qui se posent aux élèves en lutte contre la circulaire Beullac. Ainsi, plusieurs questions essentielles ont été largement débattues.

QUELLES FORMES DE LUTTE ?

Partant de la constatation qu'un décalage important existe entre l'état de mobilisation dans la banlieue, (où des lycées sont en grève depuis plusieurs jours, parfois plusieurs semaines, et dont certains commencent à s'essouffler), et la situation sur Paris où la mobilisation repose encore sur des groupes d'élèves qui essaient de mobiliser le reste de leurs camarades, la discussion a porté sur cette question : « Quels moyens de lutte adopter pour faire échec à la circulaire Beullac ? » Grèves, manifestations utiles pour démarrer le mouvement, doivent-elles être les seules perspectives pour une lutte qui risque d'être longue ? Ne faut-il pas songer à économiiser les forces pour ne pas voir le mouvement s'effriter, avec la répression de l'administration, l'échéance des examens ?

Des interventions ayant

souligné le caractère spontané et largement désorganisé du mouvement, des expériences de grèves actives, d'élection de comités de grève étaient rapportées, d'autres expliquaient leurs initiatives pour s'adresser aux parents par exemple, en riposte à la lettre du proviseur.

APPROFONDIR LE SENS DES MESURES BEULLAC

Enfin, tout le monde s'entendait sur la nécessité de développer largement l'information sur la circulaire Beullac, en direction des élèves qui en ont encore une connaissance très approximative, mais aussi en direction des parents et des travailleurs. Il était envisagé de mettre à la disposition des élèves le texte même de la circulaire et une explication assez détaillée du contenu de ces mesures.

LES TRAVAILLEURS DIRECTEMENT CONCERNÉS

Puis une intervention soulignait le problème de la capacité des lycéens à faire échec à eux seuls à la circulaire Beullac. Dès lors la discussion s'engageait sur le thème de l'unité lycéens-travailleurs. Chacun soulignait l'importance de s'adresser aux ouvriers, directement concernés cette fois, par une mesure de la bourgeoisie concernant l'école. Cer-

tains expliquaient que c'était sans doute là, l'occasion d'une avancée notable du mouvement lycéen dans la réalisation de cette unité. Une idée était lancée : se rendre en masse aux portes des entreprises où se déroulent les stages pour en débattre avec les travailleurs.

MAUVAIS PAR PRINCIPE ?

Pour finir, les élèves présents ont commencé à réfléchir à cette question : s'il fallait évidemment faire échec à la circulaire Beullac, qui fournit une main-d'œuvre gratuite aux patrons, ne permet pas une réelle formation... les stages en entreprises sont-ils forcément une mauvaise chose à priorii ?

On le voit, la réflexion fut particulièrement riche. Reste à savoir si les élèves présents réussiront à élargir le débat à l'ensemble des élèves mobilisés, afin de matérialiser ces perspectives.

Jeudi, la réunion du Collectif provisoire doit se transformer en AG devant l'affluence des élèves de LEP venus par centaines. Lors de l'examen de l'état de mobilisation de nombreuses délégations soulignent les risques d'essoufflement et d'effritement du mouvement, et partant les risques de répression sur les « derniers carrés » de grévistes. Cependant certains, sans se préoccuper le moins du

monde de la réalité du mouvement, déclarent : « On tient le bon bout. Il faut continuer la grève coûte que coûte ». D'autres, par leur appel « à la Grève Générale de l'Education Nationale » ne répondent pas plus aux préoccupations des élèves. Faute de perspectives concrètes adaptées à la situation réelle, ceux-là, risquent d'enterrer le mouvement.

Des élèves, révoltés par cet aveuglement manifeste prennent la parole pour réexpliquer l'état de la lutte dans un bon nombre de LEP, et avancer des propositions (information classe par classe, pétition en direction de la population, etc). D'autres s'étonnent de ne pas voir débattues ici les propositions faites la veille au cours de la réunion du Collectif : la réunion est close précipitamment. Mécontents de cette AG et bien décidés à agir pour ne pas laisser enterrer le mouvement, des délégués d'une dizaine de lycées et LEP se réunissent alors pour rédiger un tract reprenant une série de propositions concrètes et une explication détaillée du contenu des mesures Beullac. Ce tract sera distribué à l'ensemble des délégués lors de la prochaine coordination. Il servira de base à un débat qui est vital pour le mouvement d'élèves qui s'amorce contre les mesures Beullac.

CORRESPONDANT

La CGT et « l'unité d'action »

Les délégations CGT et CFDT se sont quittées mardi 29 janvier au soir sans accord et sans nouveau rendez-vous. Pourtant les accords de 1974 et 1979 d'unité d'action ne sont pas officiellement rompus. Et Séguy, et Maire se sont déclarés tous deux partisans de les maintenir. Alors pourquoi la polémique quasi permanente a-t-elle pris une telle

Du côté CGT, des questions nouvelles se posent aussi. La principale est sans doute : « Comment redresser le barre après l'échec de la gauche aux élections professionnelles de 1978 ? ». Car la direction confédérale avait engagé à fond la confédération dans la bagarre électorale. Ce qui avait entraîné chez les militants et dans les sections, à la fois un abandon sérieux des revendications, et une pratique syndicale de plus en plus étroite et sectaire. Le soutien au programme commun était devenu pour les militants une véritable ligne de démarcation entre les travailleurs, presque la base du recrutement syndical, d'autant plus après les municipales, entre mars 1977 et mars 1978. L'échec de la gauche a donc été un sérieux coup de semonce.

« L'ESPRIT DU 40e CONGRES »

Le réexamen de la pratique syndicale devenait primordial. Car, sur une tendance déjà plus ancienne de perte d'influence aux élections professionnelles, l'année 1978 avait marqué une aggravation nette. La réponse confédérale fut le 40e congrès de Grenoble, congrès « novateur et conquérant », et la décision de redescendre à la base « au cœur des ateliers services et bureaux, pour être plus près des travailleurs ». Mais on ne change pas en un jour des années de pratique et d'habitudes, et ce n'est pas encore un fait acquis dans la confédération, que règne « l'esprit du 40e congrès ». Les congrès qui se réunissent depuis deviennent les thermomètres de cette application. Ils font état des difficultés rencontrées. Le congrès de la fédération de la métallurgie, en novembre 1979, en mettait quelques uns en lumière : la difficulté de l'ouverture et de la discussion avec les travailleurs, la difficulté de la propagande et de la diffusion de la Vie Ouvrière Métaux, la difficulté de la syndicalisation.

Les chiffres donnés lors du congrès de l'UD-Paris sur le collectage des timbres montraient que là non plus la barre n'avait pas encore été redressée. Pour 1977, les timbres ont rapporté 4 286 901 F., pour 1978, 3 061 623 F., et pour les six premiers mois de 1979 : 1 061 404 F., chiffres significatifs car même s'ils

doivent être corrigés en 1979 par la lenteur de la remontée des cotisations, ils tiennent compte aussi de l'augmentation annuelle des cotisations.

RIEN QUE L'ACTION RENDICATIVE

D'un autre côté les travailleurs qui avaient laissé de côté la lutte syndicale en croyant que le gouvernement de gauche pouvait être la réponse au plus haut niveau à leurs revendications, se trouvent confrontés à l'agression patronale. Et avec une rudesse inégalée depuis de nombreuses années. Les plans Barre sont passés, ils continuent. Après un désarroi de quelques mois, la volonté de lutter est réapparue, et se traduit par des actions et des luttes. Les travailleurs attendent de leur syndicat qu'il y prenne sa part.

La direction confédérale de la CGT n'a pas fait, elle, d'autocritique par rapport à son engagement au côté des partis de la gauche unie dans la bataille du programme commun, et ne tient pas à en faire. Elle ne veut donc poser les problèmes du syndicat qu'en termes de bataille revendicative. « Il faut développer l'action dans les entreprises, leur donner une ampleur nationale ». C'est le sens de la semaine d'action du tout début septembre 1979, celui de toutes les déclarations confédérales depuis la rentrée, et du dernier CCN (comité confédéral national). Car la CGT, pour se renforcer, pour reprendre son influence, doit apparaître comme le meilleur défenseur de la classe ouvrière, le syndicat qui se bat avec elle au coude à coude.

Maintenir l'action syndicale sur le plan revendicatif permet aussi d'éviter le débat politique. La direction de la CGT, qui au nom de l'ouverture, des différences « sensibilités » résume sa plateforme à « lutter et renforcer le syndicat », peut ainsi donner une caution indirecte à l'agression soviétique en Afghanistan et faire croire que c'est une question de détail, pas une raison de divergence dans le syndicat en tout cas.

SE RENFORCER PAR L'ACTION COMMUNE

Pourtant, il demeure des difficultés, même dans cette

vigueur ? Nous avons essayé de donner, dans notre édition du 31 janvier, quelques grands axes de la stratégie de la CFDT, pour aider à comprendre ses positions face à l'unité d'action. Aujourd'hui nous allons voir celles de la CGT.

démarche de lutte revendicative : d'un côté pour être « le meilleur », la direction confédérale attaque les autres syndicats, et en particulier la CFDT, et la traîne dans la boue de la collaboration de classe. De l'autre, elle a besoin de l'unité d'action pour se renforcer : les travailleurs hésitent à s'engager dans une lutte importante à l'appel d'un seul syndicat, car la division de la classe ouvrière est ainsi réaffirmée, quand il faut sa plus grande unité pour la lutte. Et c'est dans la lutte que la CGT vérifie qu'elle re-ruite.

Or, ce n'est pas le meilleur moyen de se donner un partenaire que de passer son temps à l'insulter...

Autre difficulté pour le bureau confédéral : pour que l'activité de la CGT ait l'ampleur nécessaire à ses objectifs, elle ne peut se réduire au cadre étroit de l'entreprise. L'agression patronale est nationale et coordonnée, on ne peut y répondre entreprise par entreprise. Il faut construire un rapport de force national.

Et dans cet objectif, Séguy se heurte directement au refus de la direction de la CFDT de s'engager dans des actions interprofessionnelles, à sa pratique recentrée. D'où le redoublement des attaques contre l'autre centrale, et la boucle est bouclée. Ce n'est pas l'autorisation faite à la CFDT d'avoir la position qu'elle veut sur l'Afghanistan qui peut arranger les choses.

La réunion de mardi 29 montre que les différences d'intérêt prennent le pas sur la volonté de se battre ensemble, d'autant plus que l'accord de septembre avait été passablement mis à mal par la campagne prud'homale dans les régions.

Mais, la question qui est mise en lumière de ce fait, est aussi : comment en dehors d'un accord, donner aux travailleurs les moyens de résister efficacement à l'agression patronale ? Les directions CGT et CFDT peuvent-elles l'escamoter ?

Claire MASSON

Montpellier

Les travailleurs du CROUS : plus de 10 jours de grève

Notre journal du 29 janvier parlait de la grève nationale des travailleurs des œuvres universitaires (CROUS), une grève suivie à 90 %, c'est-à-dire 7 000 personnes dans la lutte et dont curieusement la presse, la radio, la télévision ne parlent pas. La grève a commencée le 22 janvier pour des revendications de salaire (2 800 F mensuels au lieu du SMIC), d'horaires (les 40 heures), le respect des libertés syndicales, l'établissement d'un véritable statut.

La direction du CROUS, au cours de négociations, a fait quelques concessions sur les horaires, le paiement des premiers jours de maladie, mais on est loin du compte ! Alors les travailleurs du CROUS de Montpellier, comme dans toute la France, continuent leur grève. Un premier tract a été distribué à la population, une manifestation s'est rendue au rectorat et un comité de grève va se créer. La grève s'organise donc, et l'inter-syndicale CGT-CFDT et les grévistes veulent briser le mur du silence qu'on leur impose.

Diriger et organiser la lutte, appeler au soutien et à la solidarité, c'est bien ainsi en effet que les grévistes et leurs syndicats pourront faire céder la direction du CROUS.

Correspondant MONTPELLIER

« Créations » d'emplois

● A Nantes va s'ouvrir une entreprise du nom de LTI-Stratifiés, filiale commune de Matra et de Lamination Technology Inc. (LTI), elle-même filiale à 100 % de General Automation. Capital : 53 % pour Matra, 37 % pour LTI.

L'entreprise s'établira dans la zone industrielle de Bois-Briand, et devrait fournir d'ici... fin 1983... 150 emplois !

Dans le département de Loire-Atlantique, pource qui concerne seulement les métaux, il y a des milliers de chômeurs. Au train où vont les « créations » d'emplois, cela risque de durer longtemps.

● Autre cas : Longwy. Quelques 5 000 emplois supprimés dans la sidérurgie d'ici fin 1981.

Une usine à panneaux routiers va s'installer, précisément à Villiers-la-Montagne. Il y aura en tout et pour tout 247 emplois créés d'ici... trois ans !

Le créateur de cette usine miracle est... USINOR !

Thomson CST Malakoff

« Vitesse de production = vitesse de négociation »

La lutte des travailleurs de la Thomson, engagée depuis quatre mois maintenant, se poursuit avec toujours autant de détermination. Mercredi 30, ceux de Malakoff ont occupés le magasin de l'usine, là où est entreposé le matériel. Ils ont fait en sorte que rien ne puisse plus sortir de ce magasin, bloquant ainsi la production.

Jeudi, alors que la direction avait mobilisé la haute-maitrise à l'intérieur de l'usine dès quatre heures et demie du matin, un « piquet de grève dissuasif » a été organisé devant la porte. Il s'agissait de distribuer un tract expliquant les raisons de la lutte, en laissant rentrer les gens un à un. De nombreux travailleurs ont rejoint ce piquet de grève. Après cette action, les voitures ont été rentrées dans la cour de l'usine, où elles ont stationné toute la journée. Ainsi, les camions qui viennent livrer du matériel, ou en chercher, ont été complètement bloqués.

Face à toutes ces actions, la répression est vive. Les délégués ont des heures énormes enlevés sur leur paye (jusqu'à 100 h). C'est aussi le cas des travailleurs, avec des retraits de 60, voire



Les travailleurs de la Thomson-Malakoff lors d'une manifestation.

80 h, puisque l'action se mène sur le principe « vitesse de production = vitesse de négociation ». Outre les lettres recommandées, en grand nombre, la direction a fait savoir qu'elle convoquait pour mardi prochain, un Comité d'établissement extraordinaire. Elle a fait savoir également qu'elle envisageait une fermeture partielle de l'usine.

Ce chantage n'entame pas la combativité des travailleurs. Les défilés sont permanents dans l'usine, chaque secteur se relayant pour défilé dans les couloirs en scandant des mots d'ordre.

Sous les mêmes formes, et avec la même combati-

tivité, la lutte se poursuit dans les autres unités du trust, notamment à Brest et à Sartrouville. Là-bas aussi, les délégués ont été menacés du tribunal, s'ils ne faisaient pas cesser les actions « emprunts du matériel », actions destinées à bloquer la production.

CORRESPONDANCE

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Le contexte des événements de Gafsa (Tunisie)

Après la décision de Tunis d'expulser l'ambassadeur lybien et de rappeler son représentant à Tripoli, le porte-parole du gouvernement lybien a déclaré : « Nous avons appris avec un vif étonnement et une vive surprise cette décision. Nous pensons qu'il n'y a guère de raison à une telle mesure ». Les autorités tunisiennes n'en continuent pas moins d'évoquer la « responsabilité entière » de la Lybie dans les événements de Gafsa. Cependant, que

D'abord, en ce qui concerne le régime lybien, mis en cause aujourd'hui par Tunis, quelques remarques. L'avènement de ce régime, avec la venue au pouvoir en 1969, du colonel Khadafi a marqué un succès, bien loin d'être négligeable dans la lutte anti-impérialiste des peuples arabes.

En même temps, au fil des ans, la cohérence de la politique menée par ce régime n'a pas toujours été, loin de là, évidente. Rappelons que sur le plan des relations extérieures, après que Khadafi ait eu durant plusieurs années, une position très critique vis-à-vis de la politique de l'URSS, on a assisté ensuite à un certain rapprochement — non un alignement — du régime lybien avec cette superpuissance. Pour la conférence islamique qui vient de se tenir à Islamabad, on sait que la Lybie avait d'abord envisagé de ne pas y participer — comme la Syrie — puis elle s'y est finalement rendue, participant du coup à l'unanimité qui s'est manifestée dans l'adoption d'une résolution, consacrée pour une part importante à la condamnation de l'URSS. Concernant les interventions directes ou indirectes

du régime lybien, elles sont connues : on a pu les observer à plusieurs reprises sur le continent africain ; par exemple au Tchad, en Centrafrique avec le soutien à Bokassa, en Ouganda, avec le soutien à Amin-Dada. Un des épisodes les plus négatifs sur ce registre, c'est celui des récentes manœuvres contre l'OLP : la tentative de mettre en cause l'indépendance de ce mouvement de libération en s'en prenant à sa principale composante, le Fath, dont la représentation a été expulsée de Tripoli, à la fin de 1979.

Bien entendu, il ne découle pas mécaniquement de ces aspects de la politique lybienne, la conclusion selon laquelle les autorités de Tunis auraient forcément raison lorsqu'elles entendent réduire purement et simplement les événements de Gafsa à une intervention de la Lybie.

RELATIONS TUNISIE-LYBIE : UN CHAPITRE COMPLEXE

D'autre part, on ne peut réduire non plus à ces aspects de la politique lybienne le chapitre complexe des relations Tunisie-Lybie. Depuis une dizaine d'années,

en effet, les différends n'ont pas manqué entre les deux pays. Par exemple, en 1974, lorsqu'un projet d'unification, pour le moins précipitée, entre les deux pays, signé sur l'insistance de Khadafi, fut remis en cause quelques jours plus tard. Par exemple, en avril 1977, lorsque la Lybie installe une plate-forme de forage dans la golfe de Gabès, dont les ressources pétrolières seraient très importantes. Comme les deux pays n'arrivent pas, de longue date, à s'entendre sur la délimitation des frontières concernant cette zone litigieuse, cela fera l'objet d'un sérieux différend, et la Tunisie mettra son armée en état d'alerte. On pourrait citer d'autres exemples sur ces dix dernières années, qui ont été parsemées d'incidents de frontières, et aussi d'expulsions de travailleurs tunisiens, nombreux à travailler en Lybie. Ce dernier point est à souligner car il existe un certain va-et-vient entre les deux pays, sans compter les ethnies vivant à la fois dans les deux pays, de part et d'autre de la frontière.

En ce qui concerne les informations sur le déroulement des événements qui ont ensanglanté Gafsa, il y a encore essentiellement pour l'instant, comme source, les autorités tunisiennes, qui ont développé leur version de l'affaire. La plupart des correspondants de presse ont relevé certaines contradictions dans la présentation des choses faites par le ministère tunisien de l'Intérieur. Ainsi, l'annonce faite d'un grand nombre de victimes, plusieurs dizaines, parmi les forces de l'ordre et d'un nombre de victimes beaucoup plus limité du côté des assaillants, semble mal cadrer avec l'affirmation selon laquelle l'attaque pour prendre le contrôle de la ville de Gafsa, n'aurait été le fait que d'un commando, isolé, d'une cinquantaine d'hommes.

La question se voit encore renforcée par le fait que les combats semblent bien s'être poursuivis après dimanche, et selon les agences de presse, continuaient encore jeudi. Le maintien du couvre-feu dans la ville et des nombreux barages policiers et militaires, aux alentours, jusqu'à ce jour, tend à accréditer l'idée que les événements de dimanche ne s'expliquent pas seulement par l'action

d'un petit commando. Même si celui-ci était équipé et armé, y compris d'armes lourdes, dont certaines ont été retrouvées dans les caches de montagnes.

Autre indication, qui soulève la même question : depuis dimanche, l'armée a entrepris le quadrillage et le ratisage systématiques de la cité minière de Gafsa, citée de 30 000 habitants, avec la fouille des maisons une par une. N'est-ce pas l'indice d'une crainte des autorités tunisiennes qu'il y ait parmi certains éléments de la population de Gafsa, au moins une « complicité » avec les assaillants de dimanche.

On ne peut oublier que Gafsa est un haut-lieu de l'opposition populaire au régime tunisien. Lors de la grève générale du 26 janvier 1978, déclenchée à la suite d'une vague de hausse de prix, et de la répression violente qui s'en était suivie, faisant des dizaines de morts, notamment parmi la jeunesse et les syndicalistes, Gafsa avait été un des points les plus chauds avec Sfax. Le prolétariat minier de Gafsa est une composante importante du prolétariat tunisien, un des plus combattifs du tiers-monde, et son mécontentement est une réalité, notamment face à la répression antisyndicale qui s'est poursuivie, l'inflation et le chômage. Le terrain à la relance de l'opposition populaire contre le régime existe donc. C'est une donnée qui n'est peut-

être pas absente des derniers événements. L'intervention extérieure, plus ou moins directe, peut-être de la Lybie, n'est pas à exclure a priori non plus, mais sans doute en profitant de ce terrain.

Il faut noter aussi la présence en Lybie de dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes, venus de Tunisie, dont des ressortissants de la région de Gafsa. Parmi eux, 50 000 Tunisiens qui ont fui la répression qui s'abatait sur leur pays, après la grève générale du 26 janvier 1978. Que le régime lybien ait essayé d'enrôler certains d'entre eux au service de certaines de ses manœuvres politiques, c'est possible. On dit que le régime de Tripoli aurait fait pression sur certains d'entre eux, pour qu'ils aillent dans les camps d'entraînement lybiens, et participent aux « comités populaires révolutionnaires » formés par Khadafi. Des comités dans lesquels Khadafi, récemment, voulait également enrôler, malgré l'opposition de l'OLP, les Palestiniens travaillant en Lybie. S'il s'avérait que le régime lybien a pris une part importante dans les événements de Gafsa, il est sans doute probable que cela n'était pas possible sans l'exploitation d'un ressentiment populaire bien marqué à l'égard de la politique intérieure du régime tunisien.

Jean-Paul GAY

Iran : Bani Sadr n'aura pas la tâche facile

L'élection de Bani Sadr au poste de président de la République islamique avec une forte majorité (75 %) a montré deux choses : d'une part, l'échec du « Parti de la République islamique » soutenu par la hiérarchie religieuse dont le candidat Hassan Habbibi, n'a réalisé que 4,7 % des voix et d'autre part, les limites de l'influence de diverses formations telles que le parti révisionniste Toudeh, ou les Feddayins du Peuple et les Mondjahidjin du Peuple. Le nouveau parti marxiste-léniniste, le Parti du Proletariat d'Iran, avait, quant à lui, appelé à voter pour Bani Sadr, estimant qu'il pouvait

Après avoir refusé sous le gouvernement Bazargan d'occuper un poste ministériel, trouvant que celui-ci suivait la voie tracée par l'ancien régime, Bani Sadr a vu ses projets de réformes économiques — qui rencontraient l'hostilité de gros bazaris, favorables au maintien de liens importants avec les États-Unis — systématiquement repoussés par des éléments réactionnaires au sein du Conseil de la révolution. De même, il n'était pas tenu compte de ses critiques contre la censure à la radio-télévision, contre la restriction des libertés démocratiques, ou concernant la manière de régler les conflits avec les minorités nationales (il a prôné la négociation et critiqué le pouvoir, pour avoir insuffisamment pris en compte les revendications des minorités).

Concernant la crise avec l'impérialisme US, il avait à plusieurs reprises estimé que l'essentiel ne se jouait pas à l'ambassade US, mais dans des mesures notamment économiques, susceptibles d'assu-

rer une plus grande indépendance par rapport aux États-Unis.

Il avait dû finalement renoncer à son poste de ministre des Affaires étrangères, après avoir voulu se rendre à l'ONU pour y exposer les demandes de l'Iran.

Fin 1979, Bani Sadr se montrait très préoccupé par l'avenir de la révolution iranienne et allait jusqu'à déclarer : « Si l'on continue dans cette voie, l'avenir est à un pouvoir fort, à une dictature populiste ». Disposant désormais d'une base populaire importante comme le confirment les 10,7 millions d'Iraniens qui ont voté pour lui, Bani Sadr dispose cependant d'une marge de manœuvre réduite. Il lui faut, tout d'abord, régler la question des diplomates détenus à l'ambassade américaine. Sur ce point, sa position n'a pas changé depuis le début de l'occupation de l'ambassade. S'il la juge positive : « Puisqu'elle démontre que la jeunesse iranienne demeure fidèle à l'idéal d'indépendance nationale », en revanche,

œuvrer positivement à l'unité nationale, pour la réalisation d'un certain nombre de réformes et la défense de l'indépendance.

Attaqué par les étudiants islamiques, occupant l'ambassade US à Téhéran, qui critiquent la participation à la Conférence islamique, et auxquels se mêlent les voix du parti Toudeh, et désormais celle du « Parti de la République islamique », Bani Sadr se voit aujourd'hui mis en cause pour n'avoir pu prévenir la fuite de six diplomates américains.

dit-il, « elle risque de conduire à l'avenir à des confrontations armées entre les divers centres du pouvoir ». (Déclaration de début novembre). Depuis son élection, il a précisé : « Le nouveau président ne tolérerait pas la persistance de centres de décision autres que l'Etat ».

ATTAQUES CONVERGENTES

Le nouveau président a déjà subi les attaques, indirectes, des étudiants islamiques qui disent suivre « la ligne de l'imam ». Ceux-ci ont notamment reproché au gouvernement la participation de l'Iran à la Conférence islamique d'Islamabad qu'ils ont qualifiée de « complot contre-révolutionnaire » destiné à servir l'impérialisme américain. Les étudiants ont reçu aussitôt le soutien pressenti du parti Toudeh. Le « Parti de la République islamique », grand perdant de ces élections, mêle, lui aussi, sa voix au front d'opposition qui se dessine contre Bani Sadr. Ce parti se voulant

aujourd'hui le champion de l'anti-américanisme, a invité les étudiants à publier tous les documents secrets en leur possession afin, dit-il, de confondre ceux qui pactisent avec l'impérialisme américain.

Les étudiants de l'ambassade « s'étonnent » quant à eux, que six diplomates américains aient pu fuir le pays, et mettent en cause le « manque de vigilance » du ministre des Affaires étrangères, Ghotbzadeh.

Dans ces conditions, Bani Sadr n'aura sans doute pas la tâche facile, bien qu'il dispose d'un atout majeur dont ses adversaires ne disposent pas : le soutien que viennent de lui exprimer par un vote les trois quarts de la population. Encore ne pourra-t-il conserver cet atout que s'il réussit à mettre en pratique un programme de réformes capables de résoudre les graves problèmes économiques et sociaux, et celui tout aussi important des minorités nationales, en particulier au Kurdistan, où les combats de ces derniers jours ont fait 17 morts.

Frank ROUSSEL

Communiqués

MARCHE POUR LA SURVIE DE MEDECINS SANS FRONTIERES

RASSEMBLEMENT LE SAMEDI 2 FEVRIER 1980 A 15 H, PLACE TROCADERO

A l'initiative de la Coordination des Comités-Cambodge, avec la participation de :

- Ligue Contre le Racisme et l'Antisémitisme,
- Dynamique des Jeunes pour la Paix,
- Association des Jeunes pour la Défense des Droits de l'Homme,
- Fédération pour l'Aide et le Secours Immédiat aux Réfugiés et Expatriés d'Asie du Sud-Est,
- Fédération pour l'Accueil de l'Enfant Réfugié,
- Mouvement des Jeunes Socialistes,
- Comité Vietnam pour Sauver les Réfugiés de la Mer,
- et l'ensemble des Organisations de Résidents Cambodgiens à Paris.

IRAN UN AN APRES LA CHUTE DU SHAH

Réunion-débat organisée par la Librairie populaire (Tél : 508.82.87) le samedi 9 février 1980 à 14 h 30, 27 avenue de Choisy, 75013 PARIS (salle sous l'église) Métro : Porte de Choisy, en présence de journalistes, de représentants de différents mouvements et organisations politiques iraniennes et d'auteurs d'ouvrages divers sur l'Iran.

- Parmi les questions abordées :
- Qu'en est-il des transformations économiques et sociales de la société iranienne ?
 - Comment s'articule la référence religieuse à la lutte de classe, à la lutte pour l'indépendance et la liberté ?
 - De quels moyens disposent les deux superpuissances pour faire pression sur l'évolution de la révolution iranienne ?

ERYTHREE :

Selon le président soudanais Niemeiry, celui-ci participerait à une mission de négociations entre les Erythréens et le gouvernement éthiopien. Ce dernier proposerait « l'autonomie dans le cadre de l'Éthiopie » à l'Erythrée. Aucun mouvement de résistance érythréen n'a pour l'instant fait état de ces pourparlers.

MARTINIQUE :

En grève depuis plus de deux semaines afin d'obtenir une nouvelle convention collective (l'actuelle date de 1965), les employés d'assurance de Fort de France ont mené de nombreuses actions : les manifestations et piquets de grève indiquent que la mobilisation ne faiblit pas.

Plogoff : l'occupation policière

• 3000 personnes ont manifesté jeudi pour exiger le départ des gendarmes mobiles • Une grande marche aura lieu dimanche

De nos envoyés spéciaux Pierre BURNAND et Léon CLADEL

L'émotion de la colère étaient grandes jeudi 31 janvier, parmi la population de Plogoff, à la suite de l'intervention policière qui avait eu lieu à quatre heures du matin. Les tirs tendus de grenades contre la population rassemblée devant la mairie ont montré la violence de l'agression. C'était la première fois que l'on assistait dans la région du cap Sizun, que l'on appelle parfois aussi « *Le bout du monde* », à l'intervention de la gendarmerie mobile.

Pour les plus anciens des habitants de Plogoff, un gros village de 2 300 habitants, cela rappelait irrésistiblement l'époque de l'occupation nazie. C'est ce souvenir que rappelait monsieur Kerloch, le

maire de Plogoff, lorsque nous l'avons rencontré.

Toute la journée, Plogoff, Esquibien, Goulien, Clépen, Audierne, Primelin, Plouhinec ont été « cantons morts ». Aucun commerçant n'avait ouvert ses portes. Les écoles étaient fermées. Dans la matinée, sous la protection des gendarmes mobiles, une camionnette baptisée « Mairie annexe » avait été installée en bordure du village. A partir de 14 heures, de nombreuses personnes, pour la plupart des habitants de Plogoff et des communes avoisinantes, mais aussi des jeunes venus du département, ont commencé à affluer tandis qu'à Quimper, les lycéens manifestaient pour soutenir

la population du Cap Sizun. Progressivement, ce sont environ 3 000 personnes qui se sont regroupées pour exiger le départ des forces de police.

Après un rassemblement devant la mairie de Plogoff, au cours duquel M. Kerloch rappellera les faits et terminera en proclamant « *On les aura !* », la foule partait en manifestation en direction de la dite « Mairie annexe ». Un long gage à face allait s'engager avec les 200 gendarmes mobiles présents. Une nouvelle fois, M. Kerloch exigeait leur départ. Ce village vit maintenant à l'heure de l'occupation policière. Cela durera-t-il tout au long des six semaines que doit durer l'enquête

d'utilité publique ? Des centaines de gendarmes mobiles stationnent également en renfort dans des communes voisines, notamment dans le séminaire de Pont Croix.

Dimanche, la riposte doit connaître une nouvelle ampleur : une marche sur le site de la centrale est convoquée à 15 h. On s'attend à ce qu'elle regroupe un très grand nombre de participants. Au soutien au combat légitime des populations du cap Sizun contre le projet d'installation d'une centrale nucléaire vient s'ajouter aujourd'hui l'évacuation des forces d'occupation policière.



La population de Plogoff, refusant l'enquête d'utilité publique en a brûlé les dossiers.

Le refus de la centrale

« Une question de sécurité et de démocratie »

Nous déclarent des habitants de Plogoff et des communes voisines

► *En tant qu'habitants de Plogoff et des alentours comment voyez-vous le projet d'installation d'une centrale ?*

Les gens ne sont peut-être pas tous contre le nucléaire, les gens voudraient connaître les mesures de sécurité qui sont prises au sujet de cette centrale. Nucléaire ou pas nucléaire, nous savons tous qu'il faudra du courant, il n'y a pas une maison, il n'y a pas un appareil ménager qui ne marche à l'électricité. Seulement, ce qu'on voudrait savoir, c'est qu'en cas d'accident à cette centrale nucléaire, où est-ce qu'on irait ? Et ça, ça n'a jamais été expliqué clairement.

Si vous parlez de centrale avec des responsables d'EDF, ils nous répondent : « Il y a des centrales nucléaires partout dans le monde, il n'y a

pas eu de mort ». Cela ne veut rien dire, car ici il pourrait y en avoir !

► *C'est donc surtout la question de la sécurité...*

Oui, c'est de ça que les gens ont peur, ce n'est pas d'avoir de l'électricité — les gens savent bien qu'il faudra en avoir...

► *Quelles conséquences cela aurait sur la vie de la région au niveau économique, sur le site, etc.*

Il faut dire que c'est un pays mort. Il n'y a pas d'industrie, pas d'école, rien du tout. Ça apportera peut-être quelque chose pour le commerce... mais aussi beaucoup d'inconvénients. Par exemple, une maison qui vient juste d'être construite devra être détruite, le stade va être coupé en deux... Plogoff c'est une population de marins-pêcheurs, marins de commerce et de la marine nationale. Il y a quelques commerçants et des paysans dans l'intérieur des terres.

► *Quelles seraient les con-*

séquences sur l'agriculture ?

Il y aurait le problème des lignes électriques sous lesquelles on ne peut rien faire et qui occasionneraient des expropriations.

► *Et les marins-pêcheurs ?*

Eux aussi seraient touchés. Pendant l'été, ils pêchent en bordure de la côte, le crabe par exemple. Et le rejet des eaux de la centrale directement dans la mer n'est pas bon pour le monde marin. Ça veut dire que c'est un revenu important des pêcheurs qui disparaît. S'ils perdent leur outil de travail, qu'est-ce qu'il vont faire eux aussi ?

► *Comment ressentez-vous le fait que le gouvernement décide de réaliser le projet de centrale malgré l'opposition de la population et des maires ?*

Nous ressentons cela plutôt comme un affront. On nous impose une centrale alors qu'on n'en veut pas. C'est une décision arbitraire

ni plus ni moins ! On n'a consulté personne. On n'impose pas une centrale à des gens qui ne la veulent pas. On ne s'attendait pas à la police aussi brutalement. Ce matin, ils ont commencé la réception plutôt de main forte. Rien n'est clair dans cette histoire de centrale. Personne n'a été consulté, pourtant moi, ça fait quinze ans que je vois les techniciens d'EDF faire des prélèvements de roches sur la côte. Le problème, c'est celui de la sécurité. Les gens savent bien qu'il faut du courant, il n'y a aucune explication de valable pour cette sécurité. Ils vous envoient un technicien mais les trois quarts des gens d'ici n'ont pas fait d'études pour comprendre ce qu'on leur raconte. Il aurait dû y avoir des scientifiques qui viennent nous expliquer clairement ce qu'il en est, afin que les gens puissent prendre conscience. C'est aussi une question de démocratie. C'est une décision autoritaire qu'on veut nous imposer.

« Non à la centrale »

A l'entrée du bourg, un habitant fixait dans son jardin, en bordure de la route une immense pancarte sur laquelle il avait écrit : « *Non aux centrales nucléaires* ». Pas une maison qui n'ait son panneau dénonçant le projet de centrale ou l'enquête bidon de l'EDF. Même le clocher était lui aussi muni d'un panneau « *non à la centrale* », que devaient contempler les flics de la gendarmerie qui tournaient en permanence au-dessus du village en hélicoptère.

De Plogoff à Kaboul

« *Plogoff n'est pas Kaboul* », « *Non aux envahisseurs !* » pouvait-on lire sur une grande pancarte installée à l'entrée de Plogoff. Ce slogan fut d'ailleurs repris l'après-midi au cours de la manifestation montrant la réprobation des habitants pour toute occupation militaire que ce soit à Kaboul ou à Plogoff.

Une mairie bien décorée

« *Liberté, égalité, fraternité : la démocratie sous les talons de Giscard* » voilà un des slogan que l'on trouve inscrit devant la mairie, décidément bien décorée. On y voit également une citation de Giscard qui a le tort de parler trop : « *L'implantation des centrales ne se fera pas contre l'avis des populations* ». Phrase extraite d'un entretien publié dans *Le Monde* du 26 janvier 1978.

« *Pas d'enquête bidon* », « *Nucléaire : profit capitaliste* », « *Plogoff n'est pas à vendre* », « *CRS hors de Plogoff* ». Autant de mots d'ordre, de slogans qu'on retrouve partout dans le village. Pas un panneau qui n'ait son affiche jaunie annonçant la manifestation du 3 février.

Inquiétude

« *Si vous acceptez le nucléaire, préparez votre cercueil* », « *Jamais de Harrisburgh à Plogoff* »,

nombre de pancartes et de slogans mettent en avant l'inquiétude des habitants de Plogoff devant les risques qui seraient occasionnés par la centrale.

Un mousqueton sur le ventre

« *Ils m'ont collé le dos au mur avec le mousqueton sur le ventre* » raconte un habitant de Plogoff évoquant la descente du sous-préfet, venu apposer les affiches annonçant l'enquête d'utilité publique. « *Pires que les occupants nazis* » affirment des habitants choqués par la brutalité de l'intervention des gardes mobiles. « *CRS SS* » un des mots d'ordre les plus repris lors de la manifestation et du face à face avec les gardes mobiles. La présence des gardes mobiles à Plogoff : une véritable occupation militaire !

Le refus de l'enquête d'utilité publique : pourquoi ?

Ce jeudi devait s'ouvrir l'enquête d'utilité publique sur le projet d'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff. Depuis longtemps déjà, le maire de Plogoff ainsi que les maires des autres communes concernées, se sont prononcés nettement contre. La population du cap Sizun, dans son immense majorité a exprimé également son refus.

Il y a trois ans, M. Kerloch avait proposé l'organisation d'un référendum. Ce qui fut refusé par le préfet. Et quand, dernièrement, il a demandé si le projet serait annulé au cas où la population, dans le cadre de l'enquête d'utilité publique, se prononcerait majoritairement contre, le préfet a refusé de lui répondre. Et pour cause. La décision est déjà prise, peu importe l'avis de la population et de ses élus.

Certains exemples ont déjà montré que l'enquête d'utilité publique n'est qu'une parodie de consultation. A Flamanville, dans le Cotentin, les travaux de construction de la centrale ont commencé avant la fin de l'enquête d'utilité publique. Pour toutes ces raisons, les maires du cap Sizun et la population, ont considéré que l'enquête d'utilité publique n'était qu'une supercherie et qu'ils s'y opposeraient, refusant ainsi de collaborer à un projet que l'on veut leur imposer coûte que coûte, au prix de la sécurité. Personne ne s'est présenté à la prétendue « *mairie annexe* » jeudi pour participer à l'enquête d'utilité

publique sous la protection des gendarmes mobiles. Une nouvelle fois la population a ainsi montré son opinion.

« *C'est une enquête bidon* » nous déclare Jean-Marie Kerloch, le maire de Plogoff. « *J'ai dit que je voulais bien que cette enquête ait lieu, mais qu'on me dise, si elle est défavorable, qu'on va tout stopper. On ne me répond pas. Quand il y a 3 ans j'ai proposé un référendum, on m'a dit « ce n'est pas légal, vous ne pouvez pas le faire ». J'ai dit à la population, rendez-vous à la mairie : on va faire une marche sur le site. Tout le monde a répondu présent. Il y avait 10 000 personnes* ».

Dans une prochaine édition nous publierons une intervention de Jean-Marie Kerloch, maire de Plogoff. Il y explique pourquoi la population et lui-même refusent la centrale.

Afghanistan

« La force de la résistance, c'est son enracinement »

« Des officiers voulaient établir une République de type nassérien... »

Les Afghans sont condamnés à mourir de faim...

Dans les deux premières parties de l'entretien que nous a accordé Mike Barry — voir nos deux éditions précédentes — celui-ci soulignait les conséquences dramatiques du mépris des réalités de la société afghane par le régime de Kaboul et ses protecteurs soviétiques, depuis le coup d'État d'avril 1978. Mike Barry qui a milité contre la guerre américaine au Vietnam, est un ethnologue et un spécialiste de l'Islam. C'est à ce titre qu'il a séjourné durant plusieurs années en Afghanistan ; il a approché et étudié soigneusement la réalité de ce pays, notamment en vivant parmi les tribus de paysans ou de nomades qui représentent 90 % de la population.

Dans ses écrits, Mike Barry, a mis en valeur la nécessité des changements dans une société aussi profondément archaïque. Mais en rappelant quelques traits essentiels de la réalité afghane, il apporte un démenti aux arguments de la propagande soviétique ou pro-soviétique, lorsqu'elle présente la réforme agraire telle qu'a voulu l'imposer le régime pro-soviétique issu du coup d'État de 1978, comme un bienfait, ou la résistance de tout un peuple à l'occupation comme la lutte d'une poignée de grands féodaux.

Après avoir expliqué comment un certain nombre de méfaits de l'URSS et du régime afghan depuis 1978 — élimination physique de l'élite cultivée, formée dans les écoles occidentales, ou des officiers nationalistes qui souhaitaient l'instauration d'une République de « type nassérien » — ont imposé une certaine configuration à la résistance, Mike Barry décrit les faiblesses mais aussi la force de celle-ci. Il s'inscrit en faux contre les « explications » qui voient dans la résistance afghane « la main de l'étranger ». C'est le peuple afghan tout entier que l'URSS menace dans son existence même.

► Quelles sont les forces qui voulaient renverser le régime en août 1979 ?

C'était les cadres de l'armée afghane. Ce sont des gens connus depuis très longtemps pour leur désir d'établir une république de style nassérien en Afghanistan ; ils avaient tous été formés en URSS. Ils avaient permis à Taraki de prendre le pouvoir en 1978, mais ils n'étaient plus pro-Taraki. L'armée s'est détachée de l'équipe de Taraki sur la base du développement de la situation dans le pays, avec le fait qu'il y avait une mainmise soviétique de plus en plus évidente, il y avait la perte de l'indépendance du pays, ce que les officiers ne pouvaient pas et ne voulaient pas accepter. Aujourd'hui, on peut dire qu'il n'y a plus d'armée afghane.

LE TOURNANT DE MARS 1979

► Comment se traduisait cette main-mise soviétique avant décembre 1979 ?

C'est depuis mars 1979 qu'elle est devenue très pesante. Ça a d'abord été le remplacement de l'armée de l'air afghane par une armée de l'air soviétique, pour des missions de bombardements constamment à travers le pays, qui ont permis non seulement l'écrasement de la garnison de Kaboul mais aussi celle de la ville de Herat, près de la frontière iranienne, la 3e ville du pays, également soulevée. D'autre part, depuis mars 1979, un conseiller soviétique, flanque chaque gouverneur provincial, ce qui fait que l'administration provinciale était en train d'être prise en mains



« On ne peut pas lancer des bombes sur une paysannerie asiatique, sans la faire mourir de faim... »

par les soviétiques. L'armée afghane quant à elle, était flanquée de conseillers soviétiques à tous les niveaux. C'est devant le fait que l'appareil d'État afghan était littéralement en train de se désintégrer que l'armée soviétique est intervenue en masse pour sauver une situation in extremis, un peu comme les américains sont intervenus au Vietnam, parce qu'il n'y avait plus moyen de faire autrement, à partir du moment où le régime qu'ils soutenaient ne pouvait plus continuer à vivre.

► La violation brutale d'un certain nombre de structures de la société afghane par les Soviétiques ne peut-elle pas être comparée à celle qui a été imposée à l'Iran par les Occidentaux, plus spécialement les États-Unis. En Iran, elle a engendré une révolte sur des bases islamiques, que d'aucuns n'ont d'ailleurs pas hésité à condamner là aussi comme « réactionnaire » ?

Oui, on peut faire la comparaison. En tenant compte, toutefois, d'une situation très différente. En Iran, la religion et la mosquée représentaient un refuge, une structure parallèle, où l'opposition pouvait s'exprimer, après une quarantaine d'années d'occidentalisation dictatoriale. En Afghanistan, les structures religieuses étaient encore intactes, elles n'ont pas représenté un retour en arrière, elles traduisent la réalité actuelle. Il n'y a pas de retour en arrière par rapport à un processus d'occidentalisation, qui n'a pas eu lieu. Ce sont les villageois qui s'expriment selon leurs valeurs traditionnelles, alors qu'en Iran, il y a eu véritablement un retour à la mosquée, comme on voit en URSS un retour à l'église orthodoxe, parce que c'est un moyen de dire NON à l'autorité. En Afghanistan, la mosquée, après l'effondrement de tout l'État afghan, demeure la seule expression communautaire afghane qui reste encore.

En Afghanistan, la mosquée était encore le présent, alors qu'en Iran, elle était déjà le passé, et là il y a eu un retour au passé.

► Cette différence tient donc au fait qu'il n'y a pas eu en Afghanistan un processus de modernisation forcée comme celui qu'a connu l'Iran ?

L'Afghanistan et l'Iran ont connu un destin très différent depuis le 18e siècle, et cette différence entre les deux pays s'est accentuée dans le siècle présent. Bien qu'ils parlent la même langue et relèvent un peu de la même culture, ce sont deux pays qui ont suivi des voies très différentes depuis très longtemps, et qui, jusqu'à présent, ne se parlent pas. Il y a très peu de communications.

« LA REVOLTE AFGHANE N'EST PAS UNE IMPORTATION DU REVEIL ISLAMIQUE IRANIEN »

Il y a un autre point sur lequel il faut insister, c'est que les événements d'Afghanistan ont commencé au début de 1978, c'est-à-dire avant la montée au pouvoir de Khomeiny et qu'ils se poursuivent, jusqu'ici, indépendamment de ce qui se passe en Iran. Il y a une coïncidence, mais c'est tout. Que Khomeiny monte ou tombe n'influera en rien sur l'attitude des guérilleros afghans, car ceux-ci sont confrontés aux réalités spécifiques de la société afghane.

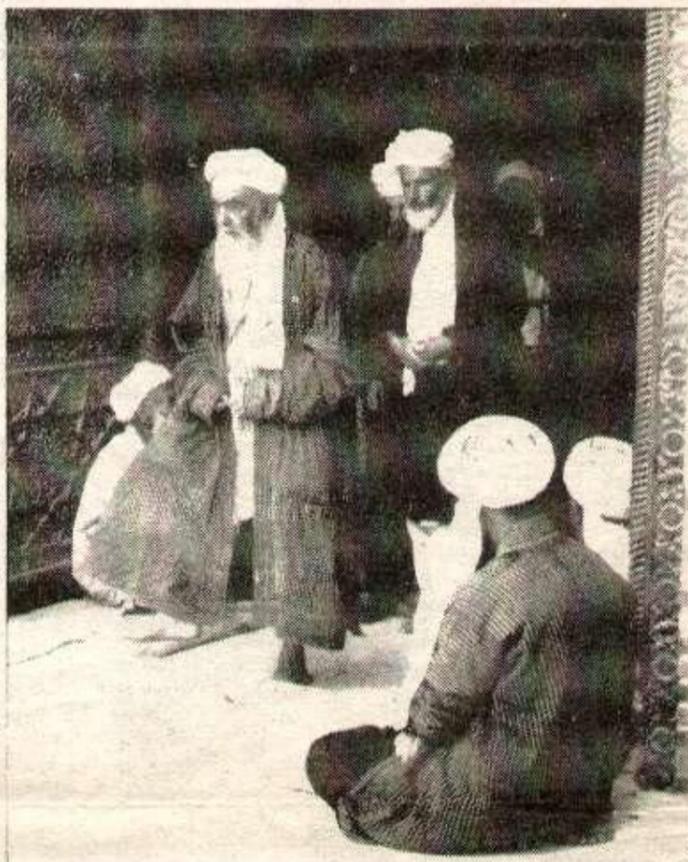
On a parlé de crainte de la part des soviétiques, de la contagion de l'Islam en Asie Centrale soviétique. Il faut tout de même souligner le fait que l'Afghanistan a connu son coup d'État pro-soviétique en 1978, avant le réveil islamique de l'Iran. C'est un point sur lequel il faut insister. C'est une donnée que les soviétiques, lorsqu'ils ont appuyé en Afghanistan, le coup d'État de 1978, n'avaient probablement pas prévu. La situation en Afghanistan ne découle donc pas d'une importation du réveil islamique, elle est véritablement un phénomène local. D'ailleurs, l'Afghanistan est un pays très peu connu par les autres musulmans. C'est un pays qui était très loin de leurs préoccupations. Les musulmans étaient en général, depuis très longtemps, beaucoup plus sensibilisés par la question palestinienne, que par l'Afghanistan qui était un peu au bout du monde, pour eux. La révolte en Afghanistan a donc un caractère extrêmement local, elle est extrêmement sporadique, autonome et pas du tout centralisée. C'est une résistance qui existe dans chaque village, dans chaque tribu, et il n'y a pas de chef unique, pour le moment.

« LA PAYSANNERIE RESISTE AVEC CE QU'ELLE A »

► Le morcellement actuel de

Suite et fin de notre entretien avec l'ethnologue Mike Barry, spécialiste de l'Afghanistan

Réalisé par Jean-Paul GAY



Une sortie de mosquée à Mazâr-Sharîf.

la résistance n'est-il pas une faiblesse ?

Si, c'est sa faiblesse mais, sa force aussi. Cet état de choses traduit le fait que les cadres traditionnels du pays ont été exécutés. La paysannerie résiste avec ce qu'elle a.

► Pourquoi : sa force aussi ?

La force de la résistance des campagnes, c'est son enracinement dans la population de chaque lieu. Sa généralisation tient au fait qu'il n'y a pas un endroit ou un chef qu'on puisse frapper, et dont tout dépendrait. Mais, je sais que, face à cela, l'URSS emploie les grands moyens, et les expressions « mettre le paquet » ou « employer les grands moyens » sont des euphémismes pour évoquer le génocide entrepris en Afghanistan. C'est mathématique : on ne peut pas lancer des bombes sur une paysannerie asiatique, dépendante pour sa survie, notamment de ses travaux d'irrigation, sans la faire mourir de faim. Et comme l'URSS ne les nourrira pas, parce qu'elle ne peut pas, les afghans sont condamnés à mourir de faim.

L'occupation soviétique de l'Afghanistan ressemble à l'occupation actuelle soviéto-vietnamienne du Cambodge, il y a énormément de traits communs.

► Vous disiez que la réforme agraire prônée en 1978, aboutissait à démanteler brutalement un certain nombre de structures communautaires, très importantes, de la campagne afghane.

Oui, ce qu'il faut voir, c'est que la réforme agraire n'a même pas eu le temps de se démanteler, parce que la paysannerie a réagi immédiatement, elle s'est soulevée presque aussitôt. Mis à part le fait que certaines personnes ont été interpellées dans les chefs-lieux, et mises à mort, la réaction a été si immédiate que le gouvernement a été contraint de renoncer. Si l'agriculture afghane est engagée aujourd'hui sur la voie du désastre, c'est parce qu'elle a été bombardée ; il y a destruction matérielle des récoltes par l'aviation soviétique. Celle-ci partant du territoire soviétique, de Tachkent, etc., a essayé, depuis déjà de nombreux mois, d'écraser la révolte des campagnes qui n'admettaient pas la réforme agraire que voulaient imposer de Kaboul les protégés de l'URSS.

Aussi, non seulement maintenant l'URSS n'est pas venue abolir une féodalité, mais elle a plongé des campagnes, qui n'étaient déjà pas riches, dans une misère totale. Elle n'a fait qu'apporter le malheur au peuple afghan. Et c'est pourquoi je veux m'opposer à l'URSS à tout prix.

RECTIFICATIF

Dans la deuxième partie de l'entretien avec Mike Barry, que nous avons publié dans notre édition d'hier, une erreur s'est glissée au bas de la 1ère colonne. Il fallait lire : « On ne peut pas utiliser l'eau tout seul... » et non pas toute seule. Mike Barry explique, en effet, que le caractère traditionnellement communautaire des villages d'Afghanistan est très important pour l'irrigation, les canaux ne pouvant fonctionner si chaque paysan utilise l'eau isolément.